

SENATO DELLA REPUBBLICA

— XV LEGISLATURA —

Doc. **XII-bis**
n. **6**

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte I della 52^a Sessione ordinaria
(Parigi, 19-21 giugno 2006)

Raccomandazione n. 782 (*)

Sulla ricerca in materia di sicurezza in Europa – Risposta
alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 19 settembre 2006

SENATO DELLA REPUBBLICA

XV LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 6

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte I della 52^a Sessione ordinaria
(Parigi, 19-21 giugno 2006)

Raccomandazione n. 782 (*)

Sulla ricerca in materia di sicurezza in Europa – Risposta
alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 19 settembre 2006

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant que la recherche et le développement technologique (RDT) sont deux facteurs déterminants de la croissance économique nationale et européenne;

(ii) Exprimant son soutien aux initiatives nationales et européennes visant à faire de l'Union européenne un espace d'innovation et de progrès technologique dans les années à venir;

(iii) Constatant qu'en dépit des déclarations adoptées dans ce sens, les engagements pris par les Etats membres de l'Union européenne depuis 2000 de porter la part du PIB européen consacrée à la RDT à 3 par an, n'ont toujours pas été tenus;

(iv) Constatant la fragmentation et la dispersion des efforts nationaux et européens en matière de RDT de sécurité et de défense, les doubles emplois et la rareté des projets porteurs développés en coopération dans ce domaine;

(v) Soulignant que la RDT de sécurité et de défense, au niveau national, est une

(*) Adoptée par l'Assemblée le 21 juin 2006, au cours de sa quatrième séance, sur la base du projet de recommandation amendé.

priorité stratégique et qu'elle a des conséquences directes pour l'autonomie et la souveraineté politiques, économiques et militaires;

(vi) Considérant, de ce fait, que la responsabilité principale en la matière incombe aux Etats;

(vii) Constatant toutefois que dans un contexte de croissance économique faible, les coûts élevés de la RDT de sécurité et de défense limitent la portée de l'action étatique nationale, ce qui appelle le développement de la coopération intergouvernementale autour de projets communs;

(viii) Constatant cependant que le niveau de la coopération existante est insuffisant par rapport aux besoins en matière de sécurité et de capacités militaires définis dans les déclarations européennes sur la sécurité intérieure dans l'espace de l'Union européenne et sur la PESD;

(ix) Appréciant les initiatives prises par la Commission européenne depuis 2004 en vue de la mise en place d'un programme européen de recherche en matière de sécurité;

(x) Constatant, dans le contexte international actuel, que la menace constituée par le terrorisme, notamment islamiste radical, est toujours présente en Europe et que des attentats ont encore eu lieu récemment en Turquie;

(xi) Soutenant les mesures prises par les gouvernements européens et l'Union européenne après les attentats de 2003 (Istanbul), 2004 (Madrid) et 2005 (Londres);

(xii) Constatant que le continent européen est aussi le théâtre d'événements d'origine humaine ou naturelle qui mettent en danger la sécurité des populations, tels que la pollution environnementale et les catastrophes naturelles (inondations récurrentes, tempêtes, incendies de grande envergure, épizooties);

(xiii) Considérant que toute approche des questions de sécurité intérieure en Europe doit tenir compte de la diversité des menaces et ne pas se focaliser sur une seule;

(xiv) Considérant qu'une telle démarche ne peut plus être à la charge d'un seul Etat mais doit faire l'objet d'un effort partagé entre les Etats européens, membres de l'Union européenne et de l'OTAN, candidats et partenaires;

(xv) Considérant que, dès le départ, les moyens civils et militaires doivent être mis en synergie pour combattre les menaces de toutes natures qui pèsent sur la sécurité des Etats et des populations;

(xvi) Considérant que la RDT de sécurité et de défense est un instrument nécessaire dans le cadre de la recherche de solutions permettant d'améliorer et de renforcer la sécurité générale;

(xvii) Considérant que si les Etats définissent les priorités et les orientations générales en matière de sécurité et de défense nationales et européennes, ils ont besoin d'une base industrielle et technologique de sécurité et de défense (BITSD) solide pour concrétiser leurs intentions;

(xviii) Soulignant le rôle déterminant joué par les entreprises et les centres de recherche nationaux ou transnationaux, en matière d'innovation technologique et industrielle;

(xix) Constatant qu'en dépit des restructurations, fusions et consolidations intervenues ces dix dernières années en Europe dans le secteur industriel de la sécurité et de la défense, la BITSD européenne demeure à l'état de projet;

(xx) Considérant qu'en dépit des récentes initiatives de la Commission européenne, notamment le Livre vert sur les marchés publics de la défense et l'inclusion d'un chapitre « Sécurité et espace » dans le 7^e Programme-cadre de recherche,

de développement technologique et de démonstration nationales (PCRD) de l'Union européenne (2007-2013), la RDT de sécurité et de défense doit demeurer sous la responsabilité, même partagée, des Etats membres, seuls garants de la sécurité des populations nationales;

(xxi) Considérant que l'action communautaire doit continuer d'être régie par le principe de la subsidiarité et ne doit pas chercher à remplacer ou à marginaliser les Etats nations;

(xxii) Considérant à cet égard qu'il est important de coordonner étroitement les activités du Conseil consultatif européen pour la recherche dans le domaine de la sécurité avec celles de l'Agence européenne de défense en matière de RDT de sécurité et de défense afin d'éviter les conflits de compétence et les duplications superflues;

(xxiii) Considérant que, de leur côté, les Etats membres doivent mieux investir dans la RDT de sécurité et de défense et ceci dans un esprit de coopération mutuelle, pour réduire les duplications inutiles et la dispersion des moyens budgétaires;

(xxiv) Considérant que l'Agence européenne de défense doit être le cadre principal, mais non exclusif, de l'élaboration d'une stratégie industrielle de défense européenne et d'une stratégie européenne de RDT de sécurité et de défense;

(xxv) Soutenant à cet égard l'engagement pris à Innsbruck par la majorité des Etats membres de l'UE participant à l'AED de créer un fonds commun de recherche au profit de celle-ci dont le montant, la gestion et le contrôle restent à déterminer;

(xxvi) Considérant, dans cette logique, que l'Agence doit être dotée des moyens humains et matériels nécessaires et d'un budget adéquat pour être l'instrument de mise en oeuvre des stratégies mentionnées de manière à renforcer sa capacité d'action par rapport aux moyens et à l'in-

fluence dont dispose la Commission européenne de manière à rééquilibrer leurs rôles;

(xxvii) Saluant les activités de recherche et technologie (R & T) menées par la Cellule Recherche de l'OAEO d'octobre 2004 à décembre 2005 telles qu'elles sont évoquées dans la deuxième partie du Cinquante et unième rapport annuel du Conseil et notamment la signature des contrats représentant une valeur totale de 149 millions d'euros, ce qui correspond de loin à la valeur la plus élevée jamais atteinte du portefeuille de projets de l'OAEO depuis sa création;

(xxviii) Notant que le transfert des activités de l'OAEO, notamment dans le domaine de la recherche et technologie, à l'Agence européenne de défense (AED) a été de nouveau retardé faute de progrès dans la conclusion des arrangements administratifs entre l'AED, la Norvège et la Turquie,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES ETATS DE L'UEO EN TANT QUE MEMBRES, CANDIDATS ET PARTENAIRES DE L'UE

1. A coopérer davantage en matière de projets et programmes de recherche et de développement technologique de sécurité et de défense;

2. A veiller, en répartissant les ressources budgétaires nationales en matière de RDT de sécurité et de défense, à favoriser les programmes en coopération, y compris avec des Etats non européens ayant des capacités reconnues dans ces domaines, notamment les alliés et amis tels que les Etats-Unis, le Canada et Israël;

3. A soutenir l'action subsidiaire de la Commission dans le domaine de la recherche sur la sécurité, notamment en mettant en place des dispositions législatives permettant une plus grande flexibilité en matière de transfert de technologies, d'in-

formations et de savoir-faire entre les Etats et les entreprises à l'intérieur de l'Union européenne;

4. A développer les capacités d'action de l'Agence européenne de défense en matière de RDT de sécurité et de défense et à la doter de moyens budgétaires pour lancer des programmes stratégiques, à définir en commun par les Etats membres participants;

5. A étendre la compétence de l'Agence aux questions spatiales ayant des implications de sécurité et de défense, comme la Commission européenne l'a fait en incluant un chapitre « Sécurité et espace » dans le 7 PCRD de l'Union européenne (2007-2013);

6. A ouvrir le débat sur l'opportunité de créer un « Conseil européen des sciences et technologies de défense » et à envisager la création d'une « Agence européenne d'innovation technologique dans le domaine de la sécurité et de la défense » sous l'égide de l'Agence européenne de défense;

7. A s'assurer que l'OAE0 ne sera pas dissoute avant que l'AED n'ait conclu des arrangements satisfaisants avec la Norvège et la Turquie, qui garantissent à ces deux pays des conditions de coopération équivalentes à celles dont ils bénéficient actuellement dans le cadre de l'OAE0;

8. A accroître les investissements dans les programmes de coopération dans les domaines de la cryptologie, de la robotique, des architectures et systèmes réseaucentrés et des nanotechnologies ayant des implications en matière de sécurité et de défense;

9. A définir une stratégie industrielle européenne de sécurité et de défense visant à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) du secteur, à encourager la coopération transfrontalière entre les PME et à leur permettre de se développer de manière autonome pour diminuer les risques de prise de contrôle par de tierces parties extérieures à l'Europe dans les cas où il n'y aurait pas de réciprocité en matière de transferts de technologie;

10. A veiller à ce que, dans le cadre de la coopération transatlantique en matière de recherche dans le domaine de la sécurité et de la défense, les intérêts légitimes des parties européennes soient pris en considération et qu'il y ait un meilleur équilibre et davantage de réciprocité en matière de transferts de technologies;

11. A maintenir l'Assemblée informée de l'évolution des programmes de RDT de sécurité de défense nationaux, européens et internationaux, auxquels participent des entreprises et des Etats européens.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 782 (*)

Sulla ricerca in materia di sicurezza in Europa — Risposta
alla relazione annuale del Consiglio

L'ASSEMBLEA,

(i) Considerando che la ricerca e lo sviluppo tecnologico (RST) sono due fattori determinanti della crescita economica nazionale e europea;

(ii) Nell'esprimere il proprio appoggio alle iniziative nazionali ed europee volte a fare dell'Unione europea uno spazio di innovazione e di progresso tecnologico negli anni a venire;

(iii) Constatando che, malgrado le dichiarazioni adottate in tal senso, gli impegni assunti dagli Stati membri dell'Unione europea a partire dal 2000 di aumentare la quota annua del PIL europeo destinata alla RST al 3 per cento, non sono ancora stati rispettati;

(iv) Constatando la frammentazione e la dispersione delle iniziative nazionali ed europee in materia di RST nel settore della sicurezza e della difesa, la duplicazione degli sforzi e la scarsità dei progetti di cooperazione promettenti messi a punto in detta area;

(*) Adottata dall'Assemblea il 21 giugno 2006, durante la 4^a seduta della 1^a parte della Sessione ordinaria 2006.

(v) Sottolineando che la RST nel settore della sicurezza e della difesa, a livello nazionale, rappresenta una priorità strategica con conseguenze dirette sull'autonomia e sulla sovranità politiche, economiche e militari;

(vi) Considerando, pertanto, che la responsabilità principale in materia spetta agli Stati;

(vii) Constatando tuttavia che, in un contesto di crescita economica debole, i costi elevati della RST nel settore della sicurezza e della difesa limitano la portata dell'azione intrapresa dai governi nazionali, richiamando quindi allo sviluppo della cooperazione intergovernativa attorno a progetti comuni;

(viii) Constatando, ciò nondimeno, che il livello di cooperazione esistente è insufficiente se rapportato alle esigenze in materia di sicurezza e di capacità militari definite nelle dichiarazioni europee sulla sicurezza interna nell'ambito dell'Unione europea e sulla PESD;

(ix) Apprezzando le iniziative adottate dalla Commissione europea a partire dal 2004 finalizzate alla creazione di un programma europeo di ricerca in materia di sicurezza;

(x) Constatando, nell'attuale contesto internazionale, che la minaccia costituita dal terrorismo, soprattutto quello di matrice integralista islamica, è sempre presente in Europa e che di recente nuovi attentati hanno avuto luogo in Turchia ;

(xi) Sostenendo le misure adottate dai governi europei e dall'Unione europea a seguito degli attentati del 2003 (Istanbul), del 2004 (Madrid) e del 2005 (Londra);

(xii) Constatando che il continente europeo ha sofferto inoltre per le conseguenze di avvenimenti, di origine umana o naturale, che hanno messo a repentaglio la sicurezza delle popolazioni, come l'inquinamento ambientale e le catastrofi naturali (le ricorrenti inondazioni, tempeste, incendi su vasta scala e malattie epizootiche);

(xiii) Considerando che ogni approccio alle questioni relative alla sicurezza interna in Europa deve tenere conto della diversità delle minacce piuttosto che focalizzarsi su un unico tipo di minaccia;

(xiv) Considerando che di questo tipo di impostazione non può più essere ritenuto responsabile un solo Stato, ma che occorre puntare ad uno sforzo condiviso tra gli Stati europei, membri dell'Unione europea e della NATO, candidati e partner;

(xv) Considerando che, sin dall'inizio, i mezzi civili e militari debbono essere messi in sinergia per combattere le minacce di ogni tipo che gravano sulla sicurezza degli Stati e delle popolazioni;

(xvi) Considerando che la RST nel settore della sicurezza e della difesa costituisce uno strumento necessario nell'ambito della ricerca di soluzioni permanenti che consentano di migliorare e di rafforzare la sicurezza generale;

(xvii) Considerando che, se spetta agli Stati definire le priorità e gli orientamenti generali in materia di sicurezza e di difesa nazionali ed europee essi, se intendono

raggiungere i loro scopi, hanno bisogno di una solida base industriale e tecnologica per la sicurezza e la difesa (BITSD);

(xviii) Nel sottolineare il ruolo determinante svolto dalle imprese e dai centri di ricerca, nazionali o transnazionali, in materia di innovazione tecnologica e industriale;

(xix) Nel constatare che, nonostante le ristrutturazioni, le fusioni e i consolidamenti verificatisi in Europa negli ultimi dieci anni nel settore dell'industria della sicurezza e della difesa, la BITSD europea è ancora ferma ad una fase progettuale;

(xx) Considerando che, malgrado le iniziative recenti adottate dalla Commissione europea, in particolar modo il Libro verde sul mercato della difesa e l'inserimento di un capitolo « Sicurezza e spazio » all'interno del settimo PCRD (Programma-quadro di ricerca e sviluppo tecnologico e dimostrazione) dell'Unione europea (2007-2013), la RST per la sicurezza e la difesa deve restare una responsabilità — seppur condivisa — degli Stati membri, che sono gli unici garanti della sicurezza delle popolazioni nazionali;

(xxi) Considerando che l'azione comunitaria deve continuare ad essere retta dal principio della sussidiarietà e non deve cercare di sostituire, o di collocare al margine, gli Stati-nazione ;

(xxii) Considerando, a tale riguardo, che è importante uno stretto coordinamento tra le attività del Comitato consultivo europeo per la ricerca in materia di sicurezza e quelle dell'Agenzia europea di difesa in materia di RST di sicurezza e difesa, al fine di evitare conflitti di competenza e inutili duplicazioni;

(xxiii) Considerando che, dal canto loro, gli Stati membri dovrebbero investire in modo più saggio nella RST per la sicurezza e la difesa, in uno spirito di collaborazione reciproca, al fine di ridurre

inutili duplicazioni e dispersioni delle risorse di bilancio;

(xxiv) Considerando che l'Agenzia Europea per la difesa (AED) deve costituire l'ambito primario — sebbene non l'unico — per l'elaborazione di una strategia europea per l'industria della difesa e di una strategia europea di RST nel settore della sicurezza e della difesa;

(xxv) Sostenendo, a tale proposito, l'impegno assunto a Innsbruck dalla maggior parte degli Stati membri dell'Ue che partecipano all'AED di creare un fondo comune per la ricerca a favore della Agenzia stessa del quale restano ancora da stabilire l'importo, la gestione e il controllo;

(xxvi) Considerando, in questa ottica, che l'Agenzia deve essere dotata dei mezzi umani e materiali necessari, nonché di un bilancio adeguato, per poter essere lo strumento di attuazione delle strategie menzionate, in modo da rafforzarne la capacità di azione in rapporto ai mezzi e all'influenza di cui dispone la Commissione europea e da riequilibrare i rispettivi ruoli;

(xxvii) Accogliendo in modo favorevole le attività di ricerca e tecnologia (R&T) condotte tra l'ottobre del 2004 e il dicembre del 2005 dalla Cellula per la Ricerca dell'OAE0 (Organizzazione per gli Armiamenti dell'Europa Occidentale) così come vengono definite nella seconda parte della cinquantunesima relazione annuale del Consiglio e, tra queste, in particolar modo, la firma di contratti per un valore complessivo di 149 milioni di euro, di gran lunga la cifra più elevata mai raggiunta dal portafoglio-progetti dell'OAE0 dalla creazione di quest'ultima;

(xxviii) Notando che il trasferimento delle attività dell'OAE0, principalmente nel settore ricerca e tecnologia, all'Agenzia Europea per la difesa (AED) è stato ulteriormente ritardato a causa della battuta di arresto per quel che attiene alla con-

clusione degli accordi amministrativi tra l'AED, la Norvegia e la Turchia,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE GLI STATI DELL'UEO IN QUANTO MEMBRI, CANDIDATI E PARTNER DELL'UE

1. A cooperare maggiormente per quel che attiene ai progetti di ricerca e sviluppo tecnologico per la sicurezza e la difesa;

2. Ad assicurarsi che la ripartizione delle risorse di bilancio nazionali in materia di RST per la sicurezza e la difesa sia tale da favorire i programmi di cooperazione, anche con Stati non europei dotati di capacità riconosciute nei sunnominati settori, in particolar modo con Stati alleati e amici come gli Stati Uniti, il Canada e Israele;

3. A sostenere l'attività sussidiaria della Commissione nel settore della ricerca sulla sicurezza, in particolar modo mediante l'elaborazione di disposizioni legislative che consentano una maggiore flessibilità in materia di trasferimento di tecnologie, di informazioni e di *know-how* tra gli Stati e le imprese all'interno dell'Unione europea;

4. A sviluppare le capacità di azione dell'Agenzia europea per la difesa in materia di RST per la sicurezza e la difesa e a dotarla di mezzi finanziari per lanciare programmi strategici definiti congiuntamente dagli Stati membri partecipanti;

5. Ad ampliare le competenze dell'Agenzia inerenti alle questioni spaziali aventi implicazioni nel settore della sicurezza e della difesa, come ha fatto la Commissione europea mediante l'inserimento di un capitolo « Sicurezza e spazio » nel settimo PCRD dell'Unione europea (2007-2013);

6. A promuovere un dibattito sull'opportunità di creare un « Consiglio europeo della scienza e della tecnologia per la difesa » e a prevedere la creazione di una

« Agenzia europea per l'innovazione tecnologica in materia di sicurezza e di difesa » sotto l'egida dell'Agenzia europea per la difesa;

7. Ad assicurarsi che l'OAEO non venga sciolta prima che l'AED sia riuscita a concludere accordi soddisfacenti con la Norvegia e la Turchia, tali da garantire a questi due paesi condizioni di cooperazione equivalenti a quelle di cui beneficiano attualmente in ambito OAEO;

8. Ad aumentare gli investimenti nei programmi di cooperazione in materia di crittologia, robotica, architetture e sistemi retocentrici e nanotecnologia che abbiano implicazioni nei settori della sicurezza e della difesa;

9. A definire una strategia industriale europea di sicurezza e difesa al fine di sostenere le piccole e medie imprese (PMI)

del settore, a incoraggiare la cooperazione transfrontaliera tra le PMI e a permettere loro di svilupparsi in maniera autonoma al fine di ridurre il rischio che esse possano essere controllate da terzi provenienti dall'area extraeuropea nel caso in cui non vi sia reciprocità in materia di trasferimento di tecnologie;

10. A garantire che, nel quadro della cooperazione transatlantica in materia di ricerca nei settori della sicurezza e della difesa, siano tenuti in conto gli interessi legittimi dei paesi europei e che si raggiunga un maggior equilibrio e un più alto livello di reciprocità nell'ambito del trasferimento di tecnologia;

11. A mantenere informata l'Assemblea circa l'evoluzione dei programmi nazionali, europei e internazionali di RST per la sicurezza e la difesa ai quali partecipano imprese e Stati europei.